

International

LE RÔLE DES FEMMES DANS LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL : LE CAS CENTRAFRICAIN

Martin Ziguélé

15/05/2012

Si différentes politiques volontaristes ont été engagées pour promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique, beaucoup reste encore à faire pour améliorer le statut et la vie quotidienne des femmes africaines.

Les Etats africains reconnaissent officiellement la citoyenneté pleine de la femme et l'égalité entre les sexes, conditions essentielles pour une participation effective des femmes au développement économique et social. La réalité montre pourtant de grands déficits. Cette problématique a ses origines dans des pratiques sociales anciennes que l'auteur juge indispensable d'identifier et traiter à la racine. Celui-ci dresse ainsi un bilan de la situation de la femme en Afrique en s'appuyant en particulier sur le cas de la République centrafricaine (RCA) et propose quelques solutions à apporter en vue d'améliorer la donne.

En RCA, le taux de scolarisation des filles est plus bas que celui des garçons (68% des femmes sont analphabètes). Ainsi, elles accèdent moins facilement à une formation professionnelle et rencontrent donc de grandes difficultés pour trouver un travail et parvenir à une indépendance économique. En conséquence, 81% des femmes sont touchées par la pauvreté, contre 69% des hommes, et encourent ainsi un plus grand risque de mourir entre 15 et 49 ans.

De même, les mutilations génitales sont toujours répandues. L'excision touche en moyenne 37% des femmes en RCA, et jusqu'à 90% dans certaines régions. Les conséquences sont nombreuses et graves : chocs septiques, douleurs, infections, difficultés d'accouchement, problèmes psychologiques et sexuels, ou encore le décès. Dans le code pénal centrafricain, la pratique est certes officiellement condamnée, mais reste pour beaucoup encore considérée comme un facteur d'intégration communautaire et la réalité est d'ailleurs qu'aucune juridiction n'a jamais été saisie. Par manque d'éducation, les femmes méconnaissent trop souvent leurs droits. Par voie de conséquence, les violences verbales et corporelles existent toujours, les femmes subissant bien

davantage que les hommes des violences d'une extrême gravité, ou encore les problèmes de succession demeurent aujourd'hui pour la plupart résolus en faveur des hommes.

La femme africaine est mère en moyenne de quatre enfants, doit s'occuper des tâches domestiques et, par manque d'argent, doit mener diverses autres activités sources de revenus. Il n'existe pas de statistiques montrant l'apport effectif des femmes au PIB ; elles sont pourtant des agents économiques de plus en plus importants et sont présentes dans tous les secteurs économiques, surtout dans l'économie informelle (petits commerces d'aliments, de vêtements, etc.). Cet apport économique repose sur des fonds propres : en effet, par manque de garanties, les femmes accèdent moins facilement aux prêts bancaires que les hommes. Représentant la majorité de la population, elles manquent pourtant de financements et cela peut être considéré comme un frein au développement économique du pays.

Pour renforcer le rôle des femmes dans l'essor économique et social de la Centrafrique, la nécessité d'améliorer le système éducatif s'impose. Sans instruction, les femmes d'Afrique ne pourront pas prendre pleinement part au développement économique et s'impliquer davantage dans la vie politique de leurs pays. Ces changements ne peuvent se faire qu'à travers une politique éducative et de sensibilisation réelle et soutenue.

Assurer l'indépendance économique et financière des femmes est une étape décisive et impérieuse : il faut créer des centres d'alphabétisation et de formation, notamment sur la gestion et sur les métiers de l'auto-entrepreneuriat. Ces centres devraient être liés à des structures d'épargne et de crédit.

Enfin, il est indispensable d'instaurer une véritable égalité entre l'homme et la femme devant la justice et face à l'application des décisions de justice.